



7 février 2011 #64 La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* doit s'ouvrir le 4 juillet 2011.

Décisions adoptées entre le 31 janvier et le 4 février 2011

Affaire Lubanga

Redacted Decision on the disclosure of information from victims' application forms (a/0225/06, a/0229/06 and a/0270/07)

Rendue par la Chambre de première instance I, le 4 février 2011

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Décision relative à la Notification du retrait de la victime a/0381/09 de la liste des témoins du représentant légal

Rendue par la Chambre de première instance II, le 31 janvier 2011

Decision on Agreements as to Evidence

Rendue par la Chambre de première instance II, le 3 février 2011

Affaire Mbarushimana

Decision on the Defence Request for an Order to Preserve the Impartiality of the Proceedings

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 31 janvier 2011

Situation en République du Kenya

La République du Kenya a ratifié le Statut de Rome le 15 mars 2005, devenant ainsi un Etat partie. Le 6 novembre 2009, suite à une lettre du Procureur l'informant de son intention de demander l'autorisation d'ouvrir une enquête proprio motu, la Présidence de la Cour pénale internationale a rendu une décision assignant la situation en République du Kenya à la Chambre préliminaire II. Le 26 novembre 2009, le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire II l'autorisation d'enquêter sur cette situation relativement aux violences postélectorales de 2007-2008. Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête. Le 15 décembre 2010, le Procureur a demandé la délivrance de six citations à comparaître contre six citoyens kenyans. La Chambre n'a pas encore statué sur cette demande.

Décisions adoptées entre le 31 janvier et le 4 février 2011

Second Decision on Application by Nine Persons to be Questioned by the Office of the Prosecutor

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 31 janvier 2011

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Evénements**Le Bureau du Procureur conclut sa deuxième visite dans la Fédération de Russie dans le cadre de l'examen préliminaire de la situation en Géorgie**

Le Bureau du Procureur rencontre de hauts responsables de la Fédération de Russie © ICC-CPI

Une délégation du Bureau du Procureur (le Bureau) de la Cour pénale internationale vient d'achever une visite de deux jours, du 2 au 4 février 2011, dans la Fédération de Russie.

Il s'agissait principalement de faire le point de la situation depuis la précédente visite effectuée à Moscou et de recueillir des informations complémentaires auprès des autorités russes au sujet de l'enquête qu'elles mènent sur les crimes prétendument commis dans le contexte du conflit armé survenu en août 2008 en Ossétie du Sud (Géorgie). La Cour a compétence à l'égard des crimes allégués commis sur le territoire géorgien par toutes les parties au conflit, y compris le déplacement forcé de civils, les attaques dirigées contre des personnes protégées et la destruction généralisée de biens à caractère civil.

Les membres de la délégation ont rencontré de hauts responsables du Ministère des affaires étrangères ainsi que des représentants du parquet de la Fédération de Russie. Ils ont été largement informés des progrès réalisés par la commission d'enquête au niveau national.

« Nous tenons à féliciter les autorités russes pour leur coopération et pour avoir partagé avec le Bureau leurs conclusions préliminaires », a indiqué le Procureur.

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en août 2008. La Géorgie est un État partie au Statut de Rome depuis le 5 septembre 2003. Les autorités russes et géorgiennes l'ont tenu amplement informé de l'évolution des enquêtes menées dans leurs pays respectifs. Des représentants du Bureau se sont déjà rendus en Russie en mars 2010 et en Géorgie en juin 2010.

Le Bureau mène également des examens préliminaires concernant les situations relatives aux pays suivants : Afghanistan, Colombie, Côte d'Ivoire, Guinée, Honduras, Nigéria, Palestine et République de Corée.

Le Bureau du Procureur conduit en ce moment des enquêtes à propos de cinq situations : République démocratique du Congo, Nord de l'Ouganda, Darfour (Soudan), République centrafricaine et Kenya.

Source : Bureau du Procureur

Interagir avec les communautés

L'Unité de la sensibilisation continue de soutenir les enseignements sur la Cour pénale internationale dans les universités du Nord et Sud-Kivu (en République démocratique du Congo)



Des étudiants à Goma suivent les enseignements sur la CPI @ ICC-CPI

Du 18 au 22 janvier 2011, l'Unité de la sensibilisation de la Cour pénale internationale (CPI) a organisé pour la deuxième fois des enseignements sur la Cour à l'Université Libre des Pays des Grands Lacs à Goma, au Nord-Kivu. Cette année, la Faculté de Droit a tenu un séminaire théorique et pratique à l'intention des étudiants de dernière licence, sur la CPI.

Pendant trois jours, une trentaine d'étudiants ont suivi des présentations sur la Cour dans ses aspects les plus importants : droit pénal ; procédure pénale ; organisation et compétence judiciaire ainsi que les obligations des Etats parties. Les débats ont porté principalement sur la souveraineté des Etats parties et la complémentarité entre le mandat de la Cour et celui des juridictions nationales, les rapports entre le Conseil de sécurité des Nations Unies et la Cour, l'indépendance de la Cour, le rôle des individus dans la saisine de la Cour, ainsi que la délivrance des mandats d'arrêts par la Cour et leur exécution.

Passant à la partie pratique de l'enseignement, les étudiants étaient divisés en sept groupes chargés de préparer chacun un sujet à défendre en séance publique. Au total, sept thèmes ont été présentés, tels que : « Analyse des différences et points communs entre la CPI et les tribunaux ad hoc », « Analyse de l'évolution de la notion du défaut de pertinence de la qualité officielle », « L'intérêt d'une loi de mise œuvre du Statut de Rome dans un pays à régime moniste », etc.

Cet exercice pratique visait à permettre aux étudiants d'échanger leurs points de vue en se posant mutuellement les questions, le représentant de la Cour n'intervenant que pour donner des explications sur des questions précises ou départager les différentes opinions. La tenue de ces exercices a permis aux étudiants non seulement d'approfondir leur connaissance de la Cour mais aussi d'avoir une meilleure compréhension de certaines notions de droit international et de droit judiciaire congolais.

C'est à la fin de l'année 2010 que l'Unité de la sensibilisation a débuté l'organisation des enseignements sur la Cour pénale internationale dans quatre universités congolaises, à Goma, Bukavu, Lubumbashi et Kisangani. Cette année l'Unité compte développer ce programme dans six universités de la RDC et, à l'issue des enseignements, organiser un concours de procès fictif.

Calendrier

FÉVRIER 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
7	8	9 Le procureur adjoint participe à une table ronde régionale réunissant des pays d'Afrique de l'Ouest sur le thème de la mise en œuvre de l'action de la CPI, à Monrovia (Liberia)	10	11 Cérémonie célébrant l'admission de la Moldova en tant que nouvel Etat partie	12	13
14 Le Président Song donne une conférence au <i>UN Regional Course in International Law</i> à Addis-Abeba (Ethiopie) ----- Le Procureur participe à un événement organisé par Cinéma pour la paix, à Berlin (Allemagne)	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28						
MARS 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
	1	2	3	4	5	6
7 Cours inaugural du Procureur dans le cadre du nouveau Master « gouvernance et aux droits de l'Homme » à l'Université autonome de Madrid (Espagne)	8	9	10	11	12	13
15 mars - Le Procureur adjoint participe au colloque international intitulé « Droits des femmes, droits des migrantes et droit international humanitaire », à Dakar (Sénégal)						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.